

Hôtel de Matignon
Monsieur le Premier Ministre
Sébastien LECORNU

57, rue de Varenne
75 007 PARIS

Paris, le XX septembre 2025

Monsieur le Premier Ministre,

Dès votre prise de fonction, vous avez affirmé la volonté d'ouvrir une nouvelle étape pour la France, en rompant avec les habitudes et les méthodes du passé. Nous partageons pleinement cette ambition et souhaitons contribuer à la rendre concrète.

Aujourd'hui, la défiance des citoyens à l'égard de la vie politique est générale. Pourtant, la société française n'est pas indifférente : elle regorge de créativité, de savoirs, d'expériences locales et d'initiatives collectives qui ne demandent qu'à être entendues et reconnues. Si cette énergie est mise en mouvement, elle peut redonner souffle à notre démocratie et tracer de nouvelles voies pour l'avenir.

Vous avez vous-même souligné que la justice sociale et fiscale est au cœur des attentes. Répondre à ce besoin légitime sera un premier pas indispensable. Mais, au-delà, il s'agit de transformer l'indignation en force constructive : inviter les citoyens à écrire ensemble l'avenir de la France, à dire dans quelle démocratie et dans quel monde ils veulent vivre. C'est à la fois possible, attendu, et porteur d'un immense espoir.

L'histoire de notre pays nous montre que, dans les moments de blocage ou d'incertitude, les États généraux ont permis un nouvel élan collectif. Aujourd'hui encore, ce cadre offrirait à la France l'occasion de redéfinir son projet dans un monde interdépendant. Loin d'une réforme imposée d'en haut, ce serait un processus inclusif, ancré dans les territoires, fondé sur des conventions citoyennes où chacun pourrait contribuer à une réflexion partagée sur les transformations nécessaires. C'est aujourd'hui un impératif démocratique auquel le gouvernement doit répondre.

Les cahiers de doléances ouverts en 2019 ont témoigné du désir des citoyens d'exprimer leurs préoccupations et leurs propositions. Ce socle précieux peut devenir le point de départ d'un travail collectif plus large. De nombreuses expériences de démocratie délibérative ont déjà montré que des citoyens ordinaires, lorsqu'ils disposent du temps, de l'information et de l'écoute nécessaires, sont capables d'aborder des enjeux complexes et de dégager des consensus éclairés.

Les États généraux du XXI^e siècle pourraient s'organiser en deux temps :

- d'abord avec des conventions citoyennes dans les territoires, faisant toute leur place aux jeunes, partant des réalités vécues et de la richesse des initiatives locales, se saisissant des questions les plus brûlantes comme le climat, l'éducation, la santé,

l'alimentation, le logement, s'élargissant ensuite aux grands défis de notre siècle, la réforme du modèle économique, les mutations de la gouvernance, les valeurs communes sur lesquelles fonder le contrat social, le dialogue entre les sociétés face à des interdépendances irréversibles;

- puis avec une grande synthèse nationale dont l'organisation pourrait être confiée au CESE.

Ambitieux ? Certes. Mais réaliste si nous mobilisons toutes les ressources disponibles : l'intelligence des citoyens, les expériences des territoires, l'expertise des chercheurs et praticiens, et même les outils de l'intelligence artificielle pour rendre accessibles à toutes et tous les savoirs accumulés. Et si le gouvernement manifeste clairement la volonté de donner suite à ce qui se dégagera de ce processus inédit. Loin d'être une utopie, c'est une méthode moderne, inclusive et puissante, qui peut inspirer nos partenaires européens et redonner confiance à notre pays.

Monsieur le Premier Ministre, l'urgence est là, mais surtout l'opportunité. En lançant ces États généraux, vous pourriez ouvrir une nouvelle page de l'histoire démocratique française, réconcilier les citoyens avec la politique, et montrer que la France sait, une fois encore, innover et inspirer. Nous sommes nombreux à être prêts à participer à cet effort collectif.

Avec tout notre respect et notre engagement,

[Signatures]
